

# Urgence

4 février 2015 à 20:06

EDITORIAL

Les querelles sémantiques sont toujours légitimes. Sauf si elles ont pour effet de noyer le poisson ou de masquer la vérité derrière un nuage de bien-pensance. Il faut donc dire les choses comme elles sont : oui, il existe bien en France une situation d'apartheid. Pas dans la législation, bien sûr. Tous les Français sont égaux devant la loi. Mais pour inverser la formule d'Orwell, certains le sont moins que d'autres. C'est en tout cas la conclusion formelle de l'enquête menée par l'équipe de *Libération* et publiée dans ce numéro spécial.

Faut-il en faire le reproche aux gouvernements successifs ou encore à l'impéritie de l'Etat ? C'est un peu court. La délinquance, par exemple, n'est pas réductible à la seule fracture sociale. Elle est aussi le résultat de choix individuels qu'il faut sanctionner. La grande majorité des Français défavorisés ne sont pas délinquants... Quant au fanatisme, s'il recrute en priorité parmi les déshérités, il touche aussi des hommes et des femmes fort bien intégrés socialement. L'Etat a mobilisé au fil du temps un nombre respectable de milliards en faveur des «quartiers sensibles», les professeurs effectuent un travail remarquable, les éducateurs et les travailleurs sociaux également. On ne peut pas, comme le disait Ferdinand Lop, se contenter de réclamer l'extinction du paupérisme tous les soirs à 18 heures... En revanche, on doit faire de la lutte contre ces divisions mortifères une urgence nationale. C'est ce qu'on attend d'un président républicain - et de gauche ... comme François Hollande.

Par Laurent Joffrin